



22 ans 2012

## PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
MINES - CARRIÈRES

**D.R.I.R.E.**  
d'Ile de France  
Groupe de subdivisions de Seine-et-Marne

- 2 SEP. 2002

Arrêté préfectoral n° 02 DAI 2 IC 267 autorisant la SA Société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA) à exploiter un banc d'essai système (installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables) à MONTEREAU SUR LE JARD, Site de Villaroche, bâtiment 39.

Le préfet de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié,

Vu la demande présentée le 20 Juin 2001 par la SA Société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA), domiciliée Site de Villaroche rond Point René Ravaud Réau, 77550 Moissy Cramayel, à l'effet d'être autorisée à exploiter un banc d'essai système (installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables) à MONTEREAU SUR LE JARD, Site de Villaroche, bâtiment 39, installation visée par la rubrique 1433.B.a de la nomenclature,

Vu les plans fournis à l'appui de la requête,

Vu le rapport n° E-4/2001.642 du 04 Juillet 2001 du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,

Vu l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 173 du 24 Juillet 2001 portant ouverture d'enquête publique du 03 Septembre 2001 au 03 Octobre 2001 sur la demande susvisée,

Vu le registre d'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur,

Vu l'ensemble du dossier d'enquête publique parvenu en retour à la préfecture le 26 Octobre 2001,

Vu les avis émis par :

- le directeur départemental de l'Équipement;
- le directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- le directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- l'Inspecteur du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricole,

Vu la délibération du Conseil Municipal des communes de MONTEREAU SUR LE JARD, Réau, Vert Saint Denis, Limoges fourches, Lissy,

.../...

Vu les arrêtés préfectoraux n° 02 DAI 2 IC 016, n° 02 DAI 2 IC 125, n°02 DAI 2 IC 245 des 17 Janvier 2002, 22 Avril 2002, 25 Juillet 2002, prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée,

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 08 Juillet 2002,

Vu le projet d'arrêté notifié le 12 Juillet 2002 au pétitionnaire qui a présenté des observations,

Vu le rapport n° E/02.802 du 02 Août 2002 du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,

Considérant qu'aux termes de l'article L 512.1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

## **A R R E T E**

# **TITRE 1 : CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT**

## **ARTICLE 1.1 - AUTORISATION**

La société SNECMA MOTEURS, dont le siège est situé 2, boulevard du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de MONTEREAU-SUR-LE-JARD, des installations visées par l'article 1.2 du présent arrêté, dans son établissement sis Rond-Point René Ravaud – RÉAU – 77550 MOISSY-CRAMAYEL.

## **ARTICLE 1.2 - NATURE DES ACTIVITÉS**

### **1.2.1- LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

<i>Critère de classement</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Régime A/D</i>
<u>Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables</u>  A – Mélange à froid B – Autres installations. Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t..... <b>A</b> b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t..... <b>D</b>	Autres utilisations que simple mélange à froid, la quantité totale susceptible d'être présente lors des essais étant de <b>16 t.</b>	<b>1433 B a)</b>	<b>A</b>  2 km
<u>Liquide inflammable</u> (Stockage en réservoirs manufacturés de)  2 – Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup> ..... <b>A</b> b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> ..... <b>D</b>	Le dépôt est constitué de 4 cuves de kérosène (carburacteur), liquide inflammable de la catégorie B (première catégorie). Le contenu d'une des quatre cuves est susceptible d'être porté à 90 °C lors de certains essais, au-dessus du point d'éclair, mais reste classé en B.  Le volume total de carburacteur est au maximum de 20 m <sup>3</sup> .  Le volume équivalent est :  Veq : B soit Veq = <b>20 m<sup>3</sup>.</b>	<b>1432-2 b</b>	<b>D</b>



<p><u>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur un corps organique combustible</u></p> <p>1b – Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation est supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1000 l.....D</p>	<p>Boucles de chauffage par fluide caloporteur (huile) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 boucles huile équipement/huile : 50 litres d'huile (par boucle) portée à 250 °C maxi (point éclair = 144 °C)</li> </ul> <p>Boucles de chauffage par fluide caloporteur (huile) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 boucles carburéacteur/huile : 225 litres d'huile portée à 180 °C maxi (point éclair = 144 °C)</li> </ul> <p>Volume total : 325 litres</p>	2915-1b	D
<p><u>Ateliers de charge d'accumulateurs</u></p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.</p>	<p>Un onduleur pour protéger les installations informatiques et les automates de gestion des énergies et des fluides ; la puissance maximale de courant continu utilisable pour la charge sera de 0,6 kW</p>	2925	NC

## **ARTICLE 1.3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.3.1 - INSTALLATIONS NON VISÉES À LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 1.2.1 ci-dessus.

### **1.3.2 - TAXES ET REDEVANCES**

Conformément à l'article 266 sexiès et suivants du Code des Douanes, pris en application du Livre I, titre V du Code de l'Environnement, certaines installations visées ci-dessus sont soumises à la perception de taxes.

## **TITRE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES** **APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS**

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 2.2 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

### **ARTICLE 2.3 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ou un suivi agronomique des épandages ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2.4 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

## **ARTICLE 2.5 - CONSIGNES**

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2.6 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du site (ou de l'installation) sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

## **ARTICLE 2.7 - INSERTION DE L'ÉTABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT**

### **2.7.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

### **2.7.2 - BILAN ENVIRONNEMENT (eau, air, déchets - Rejets chroniques et accidentels)**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mai de chaque année, un bilan annuel des rejets chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quel que soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

## **ARTICLE 2.8 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

## **ARTICLE 2.9 - ANNULATION - DÉCHÉANCE**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.



## **TITRE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT**

**CHAPITRE 3.I : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

**CHAPITRE 3.II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

**CHAPITRE 3.III : DÉCHETS**

**CHAPITRE 3.IV : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES – VIBRATIONS**

**CHAPITRE 3.V : PRÉVENTION DES RISQUES**

### **CHAPITRE 3.I : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 3.I.1 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU**

##### **3.I.1.1 - GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION (Eaux de nappe)**

Les ouvrages de prélèvement sont équipés en eaux de nappe ou de surface de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe.

##### **3.I.1.2 - INTERCONNEXION DES NAPPES**

L'ensemble des travaux et l'équipement des ouvrages assure, pendant toute la durée du forage et de leur exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion des nappes d'eau distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface (aménagement approprié vis à vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses).

##### **3.I.1.3 - ABANDON D'UN FORAGE**

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les travaux d'obturation ou de comblement assure la protection des nappes phréatiques contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion.

Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse.

## **ARTICLE 3.I.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

### **3.I.2.1 - NATURE DES EFFLUENTS**

On distingue dans l'établissement :

- ✓ les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- ✓ les eaux pluviales non polluées (EPnp) ;
- ✓ les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) et éventuellement les eaux de refroidissement (ERef) ;
- ✓ les effluents industriels (EI) tels que eaux de lavage, de rinçage, de procédé...

### **3.I.2.2 - LES EAUX VANNES**

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

### **3.I.2.3 - LES EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES**

La superficie totale des toitures du site qui est de 198 050 m<sup>2</sup> n'est pas modifiée par la modification de l'affectation du bâtiment 39 existant. Les eaux pluviales récupérées sur le bâtiment 39 sont dirigées vers le ru de Balory.

### **3.I.2.4 - LES EAUX DE REFROIDISSEMENT**

Environ 60 000 m<sup>3</sup> d'eau de refroidissement de l'échangeur eau/huile sont recyclés dans le réseau d'eau de refroidissement du site qui fonctionne en circuit fermé.

### **3.I.2.5 - LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUÉES**

Ces eaux sont collectées sur les voies de circulation, aires de dépotage, aires de transvasement, aires de stockage, aires de stationnement des véhicules.

Avant rejet dans le milieu naturel, ces eaux sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avec débourbeurs et déversoirs d'orage placés en tête ou par tout autre dispositif présentant des garanties équivalentes.

Chaque séparateur d'hydrocarbures est équipé d'une alarme de fonctionnement. Le report d'alarme est effectué dans un endroit surveillé ou fréquenté en permanence.

Pour retenir une pollution accidentelle, des vannes de barrage ou tout autre dispositif présentant un niveau de sécurité au moins équivalent permettent d'isoler les réseaux et les bassins de confinement.

### **3.1.2.6 - LES EFFLUENTS INDUSTRIELS**

Les installations visées à l'article 1.2.1 ne génèrent pas d'effluents industriels.

Les eaux ou produits de lavage des sols sont évacués vers la filière de traitement appropriée.

### **3.1.2.7 - APPORTS D'EFFLUENTS EXTERNES A L'ÉTABLISSEMENT**

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

## **ARTICLE 3.1.3 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS OU PRODUITS**

### **3.1.3.1 - CARACTÉRISTIQUES**

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir, à l'exception du point de rejet dans le ru de Balory.

Les réseaux de collecte des effluents (EU, EI, EPp, EPnp) sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange de produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.

Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes ou enterrées double peau ou en caniveau étanche pour des raisons de sécurité reconnues ou lorsqu'il s'agit de liquides inflammables stockés dans des réservoirs enterrés, les canalisations doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

### **3.1.3.2 - ISOLEMENT DU SITE**

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs capables de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **3.I.3.3 - BASSIN DE CONFINEMENT**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie du bâtiment 39 (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité minimum de 4 000 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 3.I.2.5 et l'article 3.I.6.3.1. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ou faire l'objet d'une élimination dans une installation autorisée.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc... est collecté dans un ou plusieurs bassins de confinement étanches d'une capacité globale de 16 000 m<sup>3</sup> équipé d'un ou plusieurs déversoirs d'orage placés en tête.

Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

### **ARTICLE 3.I.4 - PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION**

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...)
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **ARTICLE 3.I.5 - CONDITIONS DE REJET**

#### **3.I.5.1 - CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR**

Les réseaux de collecte des effluents générés par les installations aboutissent à un point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

<i>Point de rejet</i>	<i>Ru de Balory</i>
Nature des effluents	EU du site EPnp et EPp sauf celles qui aboutissent dans le ru des Hauldres et le ru des Courceaux.
Débit maximal journalier (EU) lié à l'exploitation du bâtiment 39	100 litres/jour
Exutoire du rejet	milieu naturel
Traitement avant rejet (Epp et EU))	Déshuileur, débourbeur, station physico chimique, station biologique
Milieu naturel récepteur	Ru de Balory : Seine
Conditions de raccordement	Rejet direct : milieu naturel

### **3.I.5.2 - AMÉNAGEMENT DES POINTS DE REJET**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

## **ARTICLE 3.I.6 - QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS**

### **3.I.6.1 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement [ou mesuré en continu avec asservissement à une alarme]. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### **3.I.6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES**

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- exempt de matières flottantes
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### **3.I.6.3 - CONDITIONS PARTICULIÈRES DE CHACUN DES REJETS**

#### **3.I.6.3.1. Paramètres généraux**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

Les eaux pluviales en contact ou récupérées à proximité du bâtiment 39, ainsi que les eaux vannes et sanitaires aboutissent à une station de traitement avant rejet dans le ru de Balory.

### Référence du rejet

Milieu récepteur : ru de Balory

Débit maximum : 144 m<sup>3</sup>/h

Paramètre	Concentration maximale en mg/l	Maximum journalier autorisé en kg/j	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
			Type de suivi	Périodicité de la mesure
<b>Débit</b>	-	-	Continu	-
<b>pH</b>	entre 6,5 et 8,5	-	Continu	-
<b>Conductivité en <math>\mu\text{S/cm}</math> à 20 °C</b>	1 100		Ponctuelle	Mensuelle
<b>MES</b>	30	83	Ponctuelle	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>DBO<sub>5</sub></b>	10	27	Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>DCO</b>	40	121	Ponctuel	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>NTK</b>	3	7,6	Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>Phosphore total (P.T.)</b>	0,49	1,35	Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>Couleur (mg Pt/l)</b>	1	-	Ponctuelle	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>NO<sub>3</sub></b>	43	48	Ponctuel	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>NH<sub>4</sub></b>	2	4	Ponctuelle	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<b>Fe</b>	1,25	0,1	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Cr total</b>	0,05	0,062	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Pb</b>	0,05	0,02	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Zn</b>	3	0,1	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Cu</b>	0,5	0,04	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>CN-</b>	0,05	0,002	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Sn</b>	0,2	0,04	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Ni</b>	0,4	0,1	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<b>Mercure</b>	0,0005	0,0014	Moyenne 24 heures	Semestrielle

<i>Métaux totaux</i>	4,9	0,46	Moyenne 24 heures	Semestrielle
<i>NO<sub>2</sub> (en N)</i>	1	0,02	Ponctuelle	Hebdomadaire
			Moyenne 24 heures	Mensuelle
<i>Fluorures en F-</i>	1,2	0,3	Ponctuel	Semestrielle
<i>Hydrocarbures totaux</i>	1	2,7	Moyenne 24 heures	Mensuelle

Paramètre	Prélèvements et analyses par laboratoire agréé	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
<i>Ceux mentionnés dans les tableaux précédents (rejets dans le ru de Balory)</i>	<i>Moyen 24 h</i>	<i>Annuelle</i>

L'absence des BTEX sera vérifiée annuellement par un laboratoire agréé (la concentration mesurée doit être inférieure au seuil de détection).

La recherche des coliformes totaux, des coliformes fécaux et des streptocoques fécaux est effectuée semestriellement afin de vérifier que les rejets sont compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur (classe 2) tels qu'ils figurent dans l'arrêté préfectoral n° 89 DAE 1CV n° 26 du 08 juin 1989.

### **3.I.6.4 - AUTOSURVEILLANCE**

#### **3.I.6.4.1. État récapitulatif**

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées, tous les mois, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.

#### **3.I.6.4.2. Critères de dépassement**

Dans le cas d'une surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

#### **3.I.6.4.3. Contrôles instantanés**

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.



#### **3.I.6.4.4. Fiabilisation de l'autosurveillance**

Les mesures et analyses exécutées, selon les fréquences imposées ci-dessus, par un organisme compétent, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, servent à valider le dispositif d'analyse utilisé par l'exploitant. Les rapports établis à cette occasion sont transmis au plus tard dans le délai d'un mois suivant leur réception accompagnés de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales...). Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.

#### **3.I.6.5 - RÉFÉRENCES ANALYTIQUES POUR LE CONTROLE DES EFFLUENTS OU LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

#### **3.I.6.6 - REJET D'EFFLUENT LIQUIDE DANS UNE STATION D'EPURATION BIOLOGIQUE INTERNE A L'ETABLISSEMENT**

Le raccordement à la station d'épuration biologique des effluents industriels et d'autres catégories d'effluents ne peut se faire que si le réseau et la station d'épuration sont aptes à les recevoir et à les traiter dans des conditions permettant le respect des valeurs limites de concentration mentionnées au chapitre 3.1 article 3.1.6.3.1. (paramètres généraux).

#### **3.I.6.7 - EAUX SOUTERRAINES**

La qualité des eaux souterraines des nappes des calcaires de Brie et de Champigny susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, il existe au moins 2 puits ou piézomètres en aval des zones susceptibles d'être polluées par rapport au sens d'écoulement de chacune des nappes. Dans les puits ou piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux sont effectués au minimum deux fois par an sur les paramètres suivants, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées :

- Hydrocarbures totaux, BTEX (benzène, toluène, ethylbenzène, xylène).

Les modalités pratiques de cette surveillance sont définies par une consigne portée à la connaissance de l'inspection des installations classées qui est informée, dans les meilleurs délais, des anomalies constatées.

Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées.

En cas de pollution des eaux souterraines provenant de ses installations, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 3.1.7 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **3.1.7.1 - STOCKAGES**

#### **3.1.7.1.1. Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

#### **3.1.7.1.2. Transports - chargements - déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

#### **3.1.7.1.3. Déchets**

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **3.1.7.1.4. Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

### **3.1.7.2 - ÉTIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

Il constitue à ce titre un dossier "LUTTE CONTRE LA POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX" qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- La toxicité et les effets des produits rejetés,
- Leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## **CHAPITRE 3.II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **ARTICLE 3.II.1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **3.II.1.1 - CAPTATION**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **3.II.1.2 - BRÛLAGE À L'AIR LIBRE**

Le brûlage à l'air libre est interdit.

## **ARTICLE 3.II. 2 - REJETS À L'ATMOSPHÈRE**

### **3.II.2.1- ÉMISSIONS DIFFUSES**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises ; à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation,
- les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission en période sèche notamment sont traités en conséquence.

### **3.II.2.2 – Conditions particulières de rejet à l'atmosphère**

Les essais de circulation de fluides dans les systèmes moteurs hors chambre de combustion concernent un volume maximum annuel de 100 m<sup>3</sup> de kérosène.

La quantité annuelle de COV émise dans l'atmosphère s'élève au maximum à 145 kg/an répartis en :

- émissions par respirations : 57 kg/an
- émissions par mouvements : 88 kg/an.

Un état récapitulatif annuel des rejets à l'atmosphère, en application du présent paragraphe, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **3.II.2.3 - ODEURS**

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeur de grande surface (bassin de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les sources d'odeur sont traitées en conséquence afin que le niveau d'une odeur en concentration d'un mélange odorant ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

A tout moment et, en particulier en cas de plainte du voisinage, l'exploitant fournira à ses frais à l'inspection des installations classées une étude olfactive destinée à caractériser l'origine de l'odeur et à montrer le respect des prescriptions précédentes.

### **CHAPITRE 3.III : DÉCHETS**

#### **ARTICLE 3.III.1 - L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

##### **3.III.1.1 - DÉFINITION ET RÈGLES**

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Afin d'assurer une bonne élimination des déchets, l'exploitant organise la gestion de ses déchets de façon à :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- limiter les transports en distance et en volume,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.
- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique de ses installations d'élimination de déchets.

##### **3.III.1.2 - CONFORMITÉ AUX PLANS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par l'arrêté préfectoral du 2 février 1996.

L'élimination des déchets industriels spéciaux ou des déchets de soins respecte les orientations définies dans les plans régionaux approuvés par les arrêtés préfectoraux du 2 février 1996.

## **ARTICLE 3.III.2 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **3.III.2.1 - ORGANISATION**

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement.

Cette procédure est écrite, et régulièrement mise à jour.

### **3.III.2.2 - RÉFÉRENCE À L'ÉTUDE DÉCHETS**

Les dispositions proposées par l'exploitant dans son étude déchets et ses compléments, et qui ne sont pas en contradiction avec les objectifs ou les prescriptions particulières du présent arrêté, sont rendues applicables par le présent arrêté.

Pour un déchet donné, le changement de niveau de la filière d'élimination (cf. article 3.III.4.3 ci-après) ou de la filière d'élimination au sein d'un même niveau, fait l'objet d'une mise à jour systématique de l'étude déchets. Une note justificative précise l'impact de cette modification sur l'environnement en apportant tous les éléments d'appréciation sur les nuisances et dangers induits par le changement de la filière d'élimination.

L'étude déchets est réactualisée à la demande de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 3.III.3 - STOCKAGES SUR LE SITE**

### **3.III.3.1 - QUANTITÉS**

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

### **3.III.3.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES**

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet.
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.

### **ARTICLE 3.III.4 - ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

#### **3.III.4.1 - TRANSPORTS**

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

#### **3.III.4.2 - ÉLIMINATION DES DÉCHETS BANALS**

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

A compter du 1er juillet 2002, l'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article L 541.1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

Un bilan annuel précisant les taux et les modalités de valorisation est effectué par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, fer, cuivre,...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **3.III.4.3 - ÉLIMINATION DES DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX**

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition les caractéristiques et la quantité de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.



Les niveaux de gestion des déchets sont définis comme suit :

- 0- réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produits - mise en œuvre de technologies propres,
- 1- recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication et des déchets,
- 2- traitement ou prétraitement des déchets (destruction thermique, traitements physico-chimique, détoxification, stabilisation...),
- 3- stockage des déchets ultimes.

L'exploitation de l'établissement est menée de manière à respecter les dispositions figurant dans le tableau ci-après :

<i>Type de déchets</i>	<i>Niveau de gestion maximale</i>
Déchets de corbeille	1, 2 et 3
Huiles usagées	1
Chiffons souillés	2
Emballages souillés	2
Carburéacteur souillé	1
Pièces et équipements métalliques défectueux	1

Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Les transformateurs et les appareils contenant des PCB sont éliminés ou décontaminés conformément au décret n° 87-59 du 2 février 1987 modifié relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles, par des entreprises agréées.

#### **3.III.4.4 - SUIVI DES DÉCHETS GÉNÉRATEURS DE NUISANCES**

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est tenue à jour et qui comporte au minimum les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- la filière d'élimination prévue,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (composition organique et minérale),
- les risques que présente le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ou produits,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur le déchet,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs,
- les refus d'acceptation, les raisons des refus et les moyens mis en œuvre pour y remédier.

### **3.III.4.5 - REGISTRES RELATIFS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

### **3.III.4.6 - DÉCLARATION TRIMESTRIELLE**

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement) fait l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

## **CHAPITRE 3.IV - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS**

### **ARTICLE 3.IV.1 - GÉNÉRALITÉS**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

### **ARTICLE 3.IV.2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ**

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés</i>	<i>Émergence admissible de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés</i>
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Dans l'hypothèse de conditions identiques à celles de l'étude acoustique effectuée les 05 et 06 octobre 1999 par la société KALLIES et présentée par l'exploitant, les niveaux à ne pas dépasser en limites de propriété sont :

Emplacements	Niveau maximum en dB(A) admissible en limite de propriété	
	Période diurne (7 h 00 à 22 h 00)	Période nocturne (22 h 00 à 7 h 00)
Point 5	58,8	54
point 6	50,2	51
Point 7	52,5	46,7
Point 8	52,2	54,8
Point 9	65,9	60,1

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Le fonctionnement de nuit du banc 1H12 entre 22 h 00 et 7 h 00 est exclu.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

### **ARTICLE 3.IV.3 - AUTRES SOURCES DE BRUIT**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **ARTICLE 3.IV.4 - VIBRATIONS**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### **ARTICLE 3.IV.5 - CONTRÔLES DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

En cas de non respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (J.O. du 27 mars 1997), c'est-à-dire le non respect des niveaux sonores en limite de propriété et des émergences sonores au niveau des zones à émergence réglementée telles qu'elles sont définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant prend immédiatement les mesures nécessaires (diminution du nombre de bancs en fonctionnement, utilisation des bancs les moins bruyants, choix des heures de fonctionnement,...).

## **CHAPITRE 3.V : PRÉVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 3.V.1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **3.V.1.1 - GESTION DE LA PRÉVENTION DES RISQUES**

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

#### **3.V.1.2 - EQUIPEMENTS ET PARAMÈTRES DE FONCTIONNEMENT IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ**

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers (et éventuellement du dossier de sécurité), la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et, si nécessaire, enregistrés en continu.

#### **3.V.1.3 - ZONES DE DANGERS**

L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

#### **3.V.1.4 - ÉTUDE DES DANGERS**

L'étude des dangers rédigée par l'exploitant est révisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués à l'inspection des installations classées qui pourra demander une validation de certains aspects du dossier par un tiers expert soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 3.V.2 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INFRASTRUCTURES**

#### **3.V.2.1 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 4 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

#### **3.V.2.2 - CONCEPTION DES BÂTIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

### **3.V.2.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE**

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

### **3.V.2.4 - ALIMENTATION ÉLECTRIQUE**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **3.V.2.5 - PROTECTION CONTRE L'ÉLECTRICITÉ STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION**

Des dispositions constructives et d'exploitation sont prises pour prévenir l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que protéger les installations des effets des courants de circulation.

### **3.V.2.6 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations et en particulier le bâtiment 39 sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes <sup>aux</sup> ~~à la~~ norme française <sup>lot C 17-102</sup> C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

## **ARTICLE 3.V.3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

### **3.V.3.1 - EXPLOITATION**

#### **3.V.3.1.1. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses nécessaires au fonctionnement de l'installation.



### **3.V.3.1.2. Produits**

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

### **3.V.3.1.3. Dispositif de conduite**

Le dispositif de conduite des unités, notamment de chaque installation d'essais, est centralisé en salle de contrôle.

Ce dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres importants pour la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

### **3.V.3.1.4. Vérifications périodiques**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

### **3.V.3.1.5. Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.

## **3.V.3.2 - SÉCURITÉ**

### **3.V.3.2.1. Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **3.V.3.2.2. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

## **ARTICLE 3.V.4 - TRAVAUX**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de travail,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

### **ARTICLE 3.V.5 - INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

### **ARTICLE 3.V.6 - FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,

### **ARTICLE 3.V.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

#### **3.V.7.1 - ÉQUIPEMENT**

##### **3.V.7.1.1. Définition des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

##### **3.V.7.1.2. Surveillance et détection**

Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

#### **3.V.7.1.3. Réserves de sécurité**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

#### **3.V.7.1.4. Protections individuelles**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

#### **3.V.7.1.5. Ressources en eau et mousse**

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit de 100 m<sup>3</sup>/h sous 2,5 bars doit pouvoir être assuré.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables;

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'établissement dispose de réserves d'au moins 3 000 litres de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site.

### **3.V.7.2 - ORGANISATION**

#### **3.V.7.2.1. Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

#### **3.V.7.2.2. Système d'information interne**

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

### **3.V.7.3 - ACCÈS DES SECOURS EXTÉRIEURS**

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

### **3.V.7.4 - PLAN D'OPÉRATION INTERNE**

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet.

Ce plan est également transmis à la Direction Départementale d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Des exercices au moins de périodicité annuelle sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers du SDIS pour tester le P.O.I.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I.

## **TITRE 4 : DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS**

### **CHAPITRE I – AMENAGEMENT**

#### **ARTICLE 4.I.1 – LOCAUX**

D'une superficie de 315 m<sup>2</sup>, le bâtiment 39 se compose :

- ✓ d'une salle d'essais dans laquelle sont implantés un mannequin du moteur d'origine, quatre cuves de kérosène de 5 m<sup>3</sup> de capacité unitaire et les systèmes de préparation et de circulation du carburéacteur,
- ✓ d'une salle de génération d'huile,
- ✓ d'un local moteur,
- ✓ d'un local extinction,
- ✓ d'un local électrique,
- ✓ d'une salle de contrôle,
- ✓ de locaux sanitaires et dégagements,
- ✓ d'une cuve d'azote extérieure au local,

Les salles ou locaux sont conçus, séparés et équipés de systèmes de détection avec alarme afin d'éviter les effets "Domino".

##### **4.I.1.1 – Salle d'essais**

Les parois de la salle d'essais sont constituées de murs en béton armé ou en parpaings d'au moins 20 cm d'épaisseur coupe-feu d'au moins 2 heures et d'une toiture légère pouvant être éjectée en cas d'explosion.

Une ventilation permanente est assurée par une communication directe avec l'extérieur (paroi grillagée) et par la présence d'un extracteur d'air.

La salle d'essais est équipée de plusieurs systèmes de détection d'incendie (détection de flamme, détection de fumée et détection thermovélocimétriques).



Les alarmes déclenchées par les systèmes de détection sont reportées au P.C des pompiers professionnels du site qui interviennent.

L'atmosphère de la salle d'essais est surveillée par un explosimètre qui déclenche une alarme vers les pompiers à 25 % de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.). L'ouverture des rideaux, l'arrêt des essais et la ventilation sont asservis à la détection de 50 % de la L.I.E.

Le matériel électrique (éclairage, moteurs des systèmes d'extraction d'air, système d'alarme, circuits, chariots,...) est conçu pour fonctionner en atmosphère explosive, conformément à l'article 3.V.2.3 du présent arrêté.

La salle d'essais est équipée d'un système d'extinction automatique par brouillard d'eau qui commande la fermeture des rideaux, l'arrêt de la ventilation, la fermeture des vannes de carburant et l'arrêt des machines, conformément à l'avis des pompiers (S.D.I.S.) en date du 04 avril 2002.

Les quatre cuves de carburateur sont munies de sondes de température et de soupapes de sécurité permettant d'évacuer la surpression.

#### **4.I.1.2 – Salle de contrôles**

Les parois de la salle de contrôle sont constituées d'une structure en béton armé ou en parpaings (épaisseur de 20 cm minimum). Une dalle en béton armé forme le plafond.

Les parois sont au moins coupe-feu 2 heures, la dalle du plafond au moins coupe-feu 1 heure.

#### **4.I.1.3 – Locaux : électricité, moteur, génération d'huiles, brouillard d'eau**

Les locaux contigus à la salle d'essais sont constitués d'une structure en béton armé ou de parpaings pleins (épaisseur 20 cm minimum) et d'une dalle béton armé en toiture.

Les passages entre salle d'essais et salle de contrôle ainsi qu'entre salle d'essais et salle moteur électrique seront rendus étanches par des systèmes résistant au feu et aux explosions.

Les issues de secours des locaux et des salles citées précédemment donnent directement sur l'extérieur et sont coupe-feu de degré ½ heure.

Les murs en béton armé et en parpaings pleins sont coupe-feu de degré 2 heures. La dalle du plafond est au moins coupe-feu 1 heure.

Le local génération des huiles est équipé d'une détection de fumée.

La salle d'essais et le local génération des huiles sont en rétention en cas de déversement liquide accidentel.

## **CHAPITRE II**

### **ARTICLE 4.II.1 – RÉSERVOIR ENTERRÉ**

L'arrêté du 22 juin 1998 et ses annexes relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leur équipements annexes paru au Journal Officiel du 18 juillet 1998 s'applique au réservoir enterré de 50 m<sup>3</sup> à double paroi équipé d'une alarme de remplissage reportée au P.C. pompiers du site signalant que le réservoir est rempli aux deux tiers de sa capacité.

## **CHAPITRE III**

### **ARTICLE 4.III.1 – EXPLOITATION**

Le bon état de l'ensemble des installations (stockages, rétentions, canalisations, systèmes de détection et d'alarme,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité du bâtiment 39 supérieur à deux mois et au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE IV**

### **ARTICLE 4.IV.1 - PRESCRIPTIONS**

#### **4.IV.1. – Chauffage par fluide caloporteur**

Le fluide caloporteur des deux circuits huile/huile de point éclair 144 °C sera porté à une température maximale de 250 °C.

Le fluide caloporteur du circuit huile/kérosène de point éclair 144 °C sera porté à une température maximale de 180 °C.

- 1) le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent ;

- 2) Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz ;

- 3) Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée vers une rétention dont la capacité est supérieure au volume maximum de fluide caloporteur. Un système permettant de détecter aussitôt les fuites de liquide combustible devra interrompre automatiquement le système de chauffage.
- 4) *Un dispositif approprié* permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable ;
- 5) *Un dispositif thermométrique* permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur ;
- 6) *Un dispositif automatique* de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants ;
- 7) *Un dispositif thermostatique* maintiendra entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur ;
- 8) *Un second dispositif automatique de sûreté*, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat ;

#### **4.IV.2 - Emploi de liquides inflammables**

- 1) L'atelier sera au rez-de-chaussée ; il ne sera surmonté d'aucun étage occupé. Il ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque.
- 2) Le sol de l'atelier sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors ;
- 3) L'atelier sera largement ventilé et de telle façon que le voisinage ne soit pas incommodé par des émanations ;
- 4) Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables seront clos aussi complètement que possible.

Les récipients contenant des liquides inflammables devront porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

- 5) On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.

Le dépôt de ces liquides sera placé en-dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque immédiate d'incendie ; son sol sera imperméable, incombustible et en forme de cuvette susceptible de retenir la totalité des liquides en cas de rupture des récipients.

- 6) Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.
- 7) S'il y a chauffage des liquides utilisés, ce chauffage sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.
- 8) Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.
- 9) L'éclairage artificiel se fera, à l'intérieur, par lampes électriques étanches à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes capables de fonctionner en atmosphère explosive. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera maintenue en bon état et périodiquement examinée.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que : "appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc". Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - NC du 30 avril 1980).

- 10) Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ces interrupteurs seront placés en dehors de l'atelier sous la surveillance d'un préposé responsable qui coupera le courant force dès la cessation du travail.
- 11) Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectueront dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, seront reliés à un bon sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).
- 12) L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.
- 13) L'utilisation de liquides extrêmement inflammables au sens de la rubrique 1430 de la nomenclature est interdite dans le bâtiment 39.

#### **4.IV.3 – Réservoirs aériens de kérosène**

- 1) L'accès à la salle d'essais dans laquelle se trouvent les quatre réservoirs de 5 000 litres de capacité unitaire est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation de celle-ci.
- 2) La salle d'essais n'est pas placée sous un étage occupé.
- 3) Chaque réservoir est associé à une cuvette de rétention maintenue propre.
- 4) Les quatre réservoirs fixes métalliques sont construits selon les réglementations et les normes en vigueur pour ce type de stockage.
- 5) Les réservoirs devront être maintenus solidement.

- 6) Ce matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

- 7) Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques ;
- 8) Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement ;

- 9) Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques édictées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la transvasée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir ;

- 10) Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir ;

- 11) Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

- 12) Le matériel électrique utilisé à l'intérieur des réservoirs et de leurs cuvettes de rétention devra être du type utilisable en atmosphère explosive et un poste de commande au moins devra être prévu hors de la cuvette ;

- 13) Les réservoirs destinés à alimenter les installations devront être placés en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

- 14) Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers le banc d'essais des systèmes, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

- 15) L'utilisation de liquides extrêmement inflammables au sens de la rubrique 1430 de la nomenclature des installations est interdite dans le bâtiment 39. Seuls les carburéacteurs de la première catégorie au sens de cette même rubrique sont admis.

- 16) Les canalisations, l'appareillage électrique et l'éclairage devront être conçus pour fonctionner en atmosphère explosive du type antidéflagrant.

## **TITRE 5 : DOCUMENTS À TRANSMETTRE**

Le présent titre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées ou les contrôles qu'il effectue.

<i><b>Titre</b></i>	<i><b>Chapitre</b></i>	<i><b>Article</b></i>	<i><b>Documents</b></i>	<i><b>Périodicités/ échéances</b></i>
<b>2</b>	<b>-</b>	<b>2.1</b>	Dossier en cas de modification apportées aux installations	Avant la réalisation des modifications
		<b>2.2</b>	Déclaration d'accidents et incidents	Dans les meilleurs délais
			Mesures prises pour éviter le renouvellement de l'accident	15 jours
		<b>2.6</b>	dossier de remise en état du site	1 mois avant l'arrêt définitif des activités
		<b>2.7</b>	Bilan environnement	Au plus tard le 31 mai de chaque année.
		<b>2.8</b>	Changement d'exploitant	Dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation
		<b>3.I.6.3.1</b>	Conformité avec les normes de rejet	Au plus tard le 31 décembre 2004, mise au point comprise de la nouvelle installation de traitement des rejets.
		<b>3.I.6.4.1.</b>	Récapitulatif de l'autosurveillance sur effluents liquides	Mensuelle
		<b>3.I.6.4.4</b>	Analyse annuelle sur effluents liquides par un laboratoire agréé	1 mois suivant leur réception par l'exploitant.
		<b>3.I.6.7.2.</b>	Analyse des eaux souterraines par un laboratoire agréé + synthèse des résultats des analyses avec commentaires	Semestrielle
				Annuelle
<b>4</b>	<b>I</b>	<b>3.III</b>	<b>3.III.4.6.</b> Déclaration de déchets	Trimestrielle
		<b>3.IV</b>	<b>3.IV.5.</b> Mesures de niveaux sonores	Tous les 3 ans.
		<b>3.V.</b>	<b>3.V.1.4.</b> Réactualisation de l'étude de dangers	A l'occasion de modification
		<b>4.1.2.</b>	Bilan annuel de la consommation d'eau de rinçage des ateliers de traitement de surface	Au plus tard le 31 mai de chaque année.



## TITRE 6

### **Article 1er : DELAI DE VALIDITE DE L'AUTORISATION** (article 24 du décret du 21 septembre 1977)

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **Article 2 : MODIFICATION DE L'INSTALLATION** (article 20 du décret du 21 septembre 1977)

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 3 : TRANSFERT DE L'INSTALLATION** (article 20 du décret du 21 septembre 1977)

Tous transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 4 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT** (article 34 du décret du 21 septembre 1977)

Lorsqu'une installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

### **Article 5 : CESSATION D'ACTIVITE** (article 34 alinéa 2 du décret du 21 septembre 1977)

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le Préfet, dans le mois qui suit cette cessation ; il est donné récépissé sans frais de cette déclaration.

### **Article 6 : ACCIDENT - INCIDENT - DECLARATION A L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES** (article 38 du décret du 21 septembre 1977)

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la protection des sites et des monuments.

### **Article 7 : DROITS DES TIERS** (article L 514.19 du Code de l'Environnement)

La présente autorisation est délivrée sur réserve des droits des tiers.

Lorsqu'une installation soumise à autorisation a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. "A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; Il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente".

### **Article 8 : DISPOSITION FINANCIERE** (article L 151.1 du Code de l'Environnement dont l'extrait est joint en annexe).

Les Etablissements industriels et commerciaux et les établissements publics à caractère industriel ou commercial dont certaines installations sont classées, sont assujettis à une taxe unique perçue lors de toute autorisation au titre de la présente loi.

### **Article 9 : NOTIFICATION**

Le présent arrêté d'autorisation sera notifié au bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception.

.../...

**Article 10 : INFORMATION DES TIERS (article 21 du décret du 21 septembre 1977)**

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et au frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous le département.

**Article 11 : Delais et voies de recours (article L 514.6 du Code de l'Environnement)**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif uniquement (tribunal administratif de Melun- 43 rue du Général de Gaulle 77000 Melun):

par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés;

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

(Loi n° 76 1285 du 31 décembre 1976, article 69 VI) "le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L421 8 du code de l'urbanisme."

Melun, le 22 août 2002

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-Préfet de Meaux  
Préfet par intérim

Signé : Pascal BRESSON

**DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :**

- le demandeur
- le maire de MONTEREAU SUR LE JARD, Réau, Vert Saint Denis, Limoges fourches, Lissy,
- le directeur départemental de l'équipement,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- le directeur départemental du travail et de l'emploi, Inspecteur du travail
- le directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- SIDPC,
- le directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,
- le chef de groupe de subdivisions de la direction régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France - Savigny

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de Bureau

Catherine BONNEAU

## ANNEXE

### Extrait du Code de l'Environnement.

*Taux applicables à compter du 1er janvier 1993.*

### ARTICLE L 151.1

#### Dispositions financières

I - Les Etablissements industriels et commerciaux et les établissements publics à caractère industriel ou commercial, dont certaines installations sont classées, sont assujettis à une taxe unique perçue lors de toute autorisation au titre de la présente loi (cette taxe unique est à régler à la régie des recettes de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France - 10 rue Crillon 75194 PARIS cédex 04).

En outre, une redevance annuelle est perçue sur ceux desdits établissements qui, en raison de la nature ou du volume de leurs activités, font courir des risques particuliers à l'environnement et requièrent de ce fait des contrôles approfondis et périodiques.

II - Le taux de la taxe unique est de 12 000 F pour les établissements dont une installation au moins est soumise à autorisation, de 2 400 F pour les artisans n'employant pas plus de deux salariés et de 5 780 F pour les autres entreprises inscrites au répertoire des métiers.

Le montant de la taxe est majoré de 10 % lorsque le paiement des sommes correspondantes n'est pas effectué dans les délais prescrits.

III - Les établissements visés au deuxième alinéa du paragraphe I ci-dessus sont ceux dans lesquels sont exercées une ou plusieurs des activités figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'Etat, après avis du Conseil Supérieur des Installations Classées.

Le taux de base de ladite redevance est fixé à 1 800 F.

Le décret prévu ci-dessus fixe, pour chacune des activités retenues en fonction de sa nature et de son importance un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 10. Le montant de la redevance effectivement perçue par établissement au titre de chacune de ces activités est égal au produit du taux de base et du coefficient multiplicateur.

Les entreprises inscrites au répertoire des métiers sont exonérées de ladite redevance.

Les majorations et pénalités prévues aux 4ème et 5ème alinéas du paragraphe II ci-dessus s'appliquent à la redevance.

IV - Le recouvrement de la taxe unique et de la redevance est poursuivi comme en matière de contributions directes.

# THE

THE

THE

## THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE